

La révolte des riches

Gabriel Nadeau-Dubois

Numéro 302, hiver 2014

Rétro, les classes sociales ?

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/70533ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Nadeau-Dubois, G. (2014). La révolte des riches. *Liberté*, (302), 26–27.

LA RÉVOLTE DES RICHES

Mais qui fait la lutte des classes aujourd'hui ?

GABRIEL NADEAU-DUBOIS

EN NOVEMBRE 2006, le multimilliardaire américain Warren Buffet se confie à un journaliste du *New York Times*. Questionné sur les déséquilibres troublants de la fiscalité américaine, l'emblématique *self-made-man* admet candidement ne verser à l'État, toute proportion gardée, qu'une fraction de l'impôt payé par la plupart de ses secrétaires. Étonné, le journaliste Ben Stein lui répond que si de tels propos étaient tenus par un politicien, il serait aussitôt accusé de vouloir réanimer la lutte des classes. Le milliardaire s'exclame, du tac au tac : «There's class warfare, all right, but it's my class, the rich class, that's making war. And we're winning.» On ne pouvait être plus clair.

Alors que les syndicats et les partis politiques progressistes ont depuis longtemps épuré leur discours de telles références marxisantes, la déclaration a de quoi surprendre. Elle mérite qu'on s'y attarde. L'homme d'affaires – qui, en termes de fortune personnelle à l'échelle planétaire, vient actuellement au troisième rang, selon le palmarès dressé par le magazine *Forbes* – ne fait pas ici qu'admettre l'existence de la lutte des classes; il affirme surtout faire partie de la classe qui mène et gagne la guerre. Manifestement, le milliardaire a tout à fait conscience des intérêts de l'*overclass* à laquelle il appartient et il sait quel programme politique ces intérêts commandent : attaquer les politiques fiscales progressives et, par extension, tout ce qu'elles permettent de financer.

La déclaration de Buffet n'est pas qu'anecdotique. Elle est révélatrice de l'état d'esprit qui règne depuis au moins trente ans au sein de l'élite politique et économique américaine, et pas qu'américaine. Pendant que la gauche se «citoyennise» et se replie sur la défense des minorités et la lutte contre la discrimination, ceux qui gouvernent sont restés lucides : les ultrariches

ont compris qu'ils ont tout à gagner, comme groupe, à nous convaincre que nous n'existons que comme individus. Warren Buffet a raison deux fois. Sur la persistance de la lutte des classes, évidemment, mais aussi sur le fait qu'il semble n'y avoir qu'un seul des deux camps qui mène réellement cette guerre de manière proactive.

LES MIRAGES DU NÉOLIBÉRALISME

Pour mieux la comprendre, il faut replacer l'offensive dans son contexte : celui d'un modèle économique essoufflé et chambranlant, qui n'a pas rempli ses promesses, un modèle qui, au sortir de la crise des années soixante-dix, promettait le retour de la croissance et de l'emploi. Pour cela, il fallait privatiser, déréglementer, se lancer dans le libre-échange. Le néolibéralisme promettait à la fois la liberté et la prospérité. Quelques décennies plus tard, le portrait est tout autre.

Depuis 1980, les familles des salariés voient leurs revenus d'emploi au mieux stagner, la plupart du temps diminuer. Pendant ce temps, les plus nantis s'enrichissent encore. Pire, plus ils sont riches, plus ils le restent : au Québec, depuis trente ans, le revenu du 1 % des plus riches a augmenté cinq fois plus vite que celui de 99 % des gens. Cet écart vertigineux a été mesuré avant impôts; après redistribution de la richesse par le biais des allocations, crédits d'impôts et autres transferts, on constate que les inégalités sociales – en ce qui concerne le revenu disponible, donc – sont relativement stables. Soyons clairs : la classe moyenne d'ici s'en est tiré beaucoup mieux que sa voisine du Sud, mais uniquement parce qu'elle a profité de la fiscalité progressive du «modèle québécois». Pourtant, c'est en son nom que la droite réclame constamment des mesures d'austérité et de

privatisation des institutions publiques, à commencer par des baisses d'impôts. Ici comme aux États-Unis, une proportion grandissante de salariés comptent dorénavant sur ces promesses, pour une raison fort simple : puisque personne n'explique aux travailleurs que leur niveau de vie se maintient grâce aux impôts et aux services publics qu'ils financent, nombreux sont les citoyens estimant qu'ils s'enrichiront individuellement grâce à des baisses d'impôts.

JOUER LA CLASSE MOYENNE CONTRE ELLE-MÊME

Pour convaincre les salariés de combattre à ses côtés, l'élite a mis en branle des moyens de communication impressionnants et a recours à un discours habile. Au Québec, il suffit de syntoniser CHOI-FM ou d'ouvrir les pages du *Journal de Montréal* pour le constater : c'est aux «maudits BS», aux «intellos», aux «z'artistes» et aux «maudits étudiants» que l'on fait porter la responsabilité de la soi-disant morosité économique de la province. On enjoint le «vrai monde» à réclamer du «changement». Avec insistance, on presse les auditeurs de se ranger derrière les grands barons du monde des affaires pour «relancer le Québec». La rhétorique est aussi efficace que perverse : en lançant les salariés québécois dans une guerre pour la responsabilisation individuelle, l'élite détruit les raisons pour lesquelles les familles québécoises se trouvent aujourd'hui dans une situation un peu plus enviable que les familles américaines. La «croisade contre les impôts» dont parlait Paul Krugman dans le *New York Times* en septembre 2003 et que prêchent dogmatiquement les politiciens néolibéraux et leurs idéologues officiels n'est en effet rien d'autre qu'une guerre contre l'éducation, la santé publique, les retraites, la culture – bref, contre tout ce qui a permis à la classe

moyenne québécoise de ne pas décliner dans les dernières années.

Ceux qui espéraient que les crises répétées du capitalisme suffiraient à faire prendre conscience aux salariés de leurs intérêts communs devront se raviser. Loin d'avoir sapé les bases idéologiques et politiques du néolibéralisme, la crise de 2008 semble avoir donné du carburant aux tenants des politiques d'austérité. Les militants de gauche ont vite oublié qu'ils n'ont pas été les seuls à réagir fortement au premier budget Bachand, qui annonçait une vague historique de tarification des services publics. Une dizaine de jours à peine après le dépôt du budget, à l'invitation des radios populistes de la capitale, plus de dix mille personnes, à peu près autant que lors de la mobilisation des groupes sociaux quelques jours auparavant, ont défilé dans les rues de Québec. Les « cols rouges » – qui se définissent comme étant des gens « qui se [lèvent] le matin, qui [travaillent fort] ou qui [ont travaillé] toute [leur] vie » – manifestaient avec balais et vadrouilles, symbolisant leur demande à l'État de « donner l'exemple en coupant dans ses dépenses, avant de puiser dans les poches des citoyens ». On aurait tort de rester sourd à leur frustration, légitime à certains égards si l'on connaît et reconnaît la stagnation bien réelle des salaires, et au sentiment de trahison ressenti par une large portion de la classe moyenne face aux institutions de la social-démocratie. L'élite, elle, l'a bien compris et, grâce à une campagne extensive de propagande menée à travers ses « opinionistes » attirés, elle canalise cette frustration et est en voie d'enrôler entièrement les salariés dans sa guerre sans merci contre ce qui reste de filet social. Utilisé massivement lors de la grève étudiante par le gouvernement Charest, l'argument de la « juste part » est d'ailleurs emblématique de ce retournement des salariés contre les conditions institutionnelles de leur propre statut social.

LE CARRÉ ROUGE, SIGNE D'UNE RIPOSTE ?

Doit-on voir dans la mobilisation populaire du printemps 2012 la fin de cette lutte des classes unilatérale ? Assiste-t-on au début d'une réplique face à l'offensive de l'élite néolibérale ? Oui et non.

Oui, parce que la mobilisation étudiante de 2012 s'inscrit dans une montée internationale de contestation de l'agenda

d'austérité postcrise, au sein de laquelle toute une génération refuse d'accepter « qu'il n'y ait pas d'autre possibilité », pour reprendre les mots de la Dame de fer. Oui, parce que la lutte a en grande partie été menée par des enfants nés de cette fameuse classe moyenne, de purs produits du réseau d'éducation échafaudé par la Révolution tranquille, qui ont refusé la « révolution culturelle » des libéraux de Jean Charest. Éric Pineault soulignait d'ailleurs dans *Le printemps de force* à quel point la réponse étudiante avait surpris l'élite politique et ses haut-parleurs médiatiques par son caractère « idéologique », au sens fort. Un refus principal de l'ordre néolibéral s'y est bel et bien déployé et il y a lieu de s'en réjouir.

Non, parce que la gauche peine toujours à identifier et à mettre en œuvre les référents symboliques et les structures qui permettraient aux salariés de répondre de manière cohérente, en groupe, aux attaques de l'élite contre les institutions desquelles ils se sont dotés pour se protéger. En la matière, la grève étudiante du printemps 2012 ne fait pas exception : il faudrait avoir la vue bien courte pour ne pas admettre la difficulté qu'a eue le mouvement à rejoindre certaines parties de la population, à rassembler derrière lui une majorité de Québécois. La diversion médiatique planifiée autour de la désormais célèbre question de la « violence » y est certainement pour quelque chose. Cela dit, au moins à partir de l'été, la difficulté à canaliser le mouvement large derrière une « bannière » politique qui aurait dépassé le simple « non au néolibéralisme » et, plus encore, l'absence de relais institutionnels capables d'accueillir la mobilisation populaire sont apparues au grand jour. Les lendemains de l'élection ont confirmé ce blocage, alors que les deux partis ouvertement impliqués dans la mobilisation ont obtenu des résultats au mieux tièdes, sinon carrément décevants. Une réforme du mode de scrutin pour y intégrer une composante de proportionnalité me semble d'ailleurs être l'un des moyens à privilégier pour permettre à la situation de débloquer.

Plus largement, comment ouvrir la voie ? Le renouvellement des mouvements sociaux, en premier lieu celui du mouvement syndical et des groupes écologistes, qui se sont, chacun à leur manière, emmurés dans la gestion technocratique de problèmes sectoriels, est à espérer. Plusieurs avancent, et peut-être pas complètement à tort, qu'il est temps de réfléchir à de nouvelles formes d'organisations politiques

intermédiaires capables de canaliser les énergies à l'échelle communautaire. On chuchote d'ailleurs que le nouveau syndicat pancanadien *Unifor* envisagerait la création de *community chapters* qui pourraient accueillir des membres individuels ou des groupes citoyens, en association avec des locaux syndicaux traditionnels. Si de telles

« It's my class, the rich class, that's making war. »

réformes ne permettent pas, à elles seules, de redresser la situation inquiétante du syndicalisme, il s'agit d'initiatives sur lesquelles nous devrions à tout le moins porter notre attention. Elles méritent qu'on y réfléchisse, a fortiori lorsqu'on connaît les difficultés des syndicats à intégrer les travailleurs issus de secteurs non traditionnels.

On dit que les crises sont aussi des occasions d'agir. Mais il ne faut pas croire qu'elles puissent faire tout le travail. Depuis la crise, si rien n'indique un affaiblissement du néolibéralisme, c'est tout simplement parce que les conditions *politiques* de son hégémonie sont toujours en place. Les militants pour la justice et la solidarité doivent aujourd'hui reconnaître la nature de leur tâche : non seulement trouver les *mots* pour nommer les antagonismes de classes encore bien réels, mais également mettre en place les *moyens* de la nécessaire lutte pour la réappropriation de nos conditions d'existence. Tout cela ne sera certainement pas facile. « Ce n'est pas parce que c'est difficile qu'on n'ose pas, c'est parce qu'on n'ose pas que tout devient difficile » répondrait Sénèque. En 2012, une poignée de jeunes Québécois ont osé. En fin de compte, cela ne s'est pas trop mal passé, mais il appartient maintenant à ceux qui les appuyaient de montrer que leurs applaudissements n'étaient pas que des encouragements cyniques et qu'ils ont retenu la leçon de la jeunesse, d'une certaine manière identique à celle de Warren Buffet : sans lutte, pas de progrès. L

Gabriel Nadeau-Dubois étudie la philosophie à l'Université de Montréal. Son premier livre, *Tenir tête*, est paru chez Lux éditeur en 2013.